

Intervention André Bellon 23/05/12

Président de l'Association pour une Constituante

www.pouruneconstituante.fr

Le thème de la soirée porte sur territoires et citoyenneté.

Remarquons tout d'abord le lien entre ces deux termes. Il rappelle que, lors de la Révolution française, les assemblées communales ont été le creuset de la construction démocratique. La revivification de la démocratie locale est tout à fait essentielle aujourd'hui comme hier.

Cela étant, si elle permet le rassemblement des énergies et des volontés, la démocratie locale n'est que la base d'un processus plus large. Il ne faut pas rentrer dans le jeu que certains cherchent à nous imposer comme quoi le débat local serait le seul que les circonstances laissent aux citoyens, laissant aux membres de l'actuelle oligarchie le droit de gérer les affaires du monde et ne permettant aux plébéiens d'intervenir que sur les seuls problèmes de proximité.

Dans une telle vision, le fameux fossé entre élus et citoyens devient officialisé. L'offensive engagée depuis plusieurs décennies contre la démocratie au nom de la sacro saint mondialisation aurait alors gagné. Les élus ne seraient plus responsables devant leurs mandants, mais devant les juges de la conformité. L' élu ne serait plus porteur d'un quelconque mandat, mais un professionnel jugé par une hiérarchie occulte, porteuse des intérêts financiers. Il est d'ailleurs à remarquer, dans cette optique, l'extraordinaire inversion des responsabilités qui aboutit à ce que certains élus (ou battus) jugent les citoyens qualifiés d'irresponsables ou d'incompétents alors qu'en démocratie, il appartient aux citoyens de juger les élus. Le vocabulaire aujourd'hui employé a d'ailleurs officialisé cette dérive : parler du peuple fait taxer de populiste, parler de souveraineté populaire fait taxer de souverainiste,....

Le premier combat est donc idéologique. Il faut rappeler qu'en démocratie, chaque citoyen est porteur d'une parcelle de la souveraineté collective. Certes, cela demande des conditions et, tout particulièrement, de mettre en œuvre les moyens nécessaires à l'éducation populaire (Le Pelletier de Saint Fargeau, Condorcet,.. ont particulièrement insisté sur cette priorité lors de la Révolution française). Mais il s'agit avant tout de libérer les hommes de cette aliénation qui leur fait accepter une nouvelle servitude volontaire. Les ennemis sont alors, bien sûr, les penseurs officiels développant l'idée que la chose publique est trop complexe pour être comprise par les citoyens, mais aussi ceux qui, de façon plus insidieuse, mais parallèle, expliquent que le suffrage universel ne peut conduire qu'à reproduire le système et qu'il vaudrait mieux s'en débarrasser, par exemple par le tirage au sort.

Rappeler ce qu'est fondamentalement la démocratie est un instrument de la lutte contre cette aliénation, pour retrouver les voies de l'émancipation. La démocratie est fondée sur deux piliers : sur le plan personnel, la citoyenneté ; sur la plan collectif, la souveraineté populaire. Ces deux piliers se conjuguent par le suffrage universel qui fait que tout citoyen détient une

parcelle de pouvoir et peut l'exercer au sein de la collectivité qu'est le peuple. Le fait que la démocratie et donc le suffrage soient dévoyés par des institutions fort peu démocratiques n'infirme pas ces principes. On ne peut confondre un principe et son utilisation dévoyée par ceux qui le méprisent. La question est alors la réappropriation de la démocratie et de la souveraineté par ses propriétaires légitimes.

Le combat idéologique demande évidemment des instruments de lutte. C'est le sens du combat pour redonner au peuple sa signification. Toute une entreprise de destruction du concept a eu lieu sous l'égide de « penseurs » de droite (Attali, Minc,...), mais aussi se présentant comme de gauche (Rosanvallon, Négri,...). À les entendre, le peuple serait par nature réactionnaire, violent, xénophobe,... et seule aurait un sens une lutte abstraite, hors de tout ancrage historique et institutionnel.

Contre ces thèses, il faut revaloriser le lien entre le mouvement social et le combat politique. Tel est l'objet de l'Association pour une Constituante (www.pouruneconstituante.fr). Bien entendu, elle se fixe comme objectif le rétablissement d'institutions démocratiques, mais le chemin pour y arriver est aussi important que l'objectif. Il ne s'agit pas seulement de bâtir une nouvelle République (bien évidemment 6^{ème} après la 5^{ème}), mais de recréer la citoyenneté, de sortir de l'aliénation au travers de cette marche vers l'élection d'une Constituante au suffrage universel. C'est pourquoi nous sommes essentiellement organisés en cercles locaux autonomes, et c'est pourquoi nous faisons un lien indissoluble entre la revendication institutionnelle et la fabrication des cahiers de doléances.

Le monde est aujourd'hui devant un tournant historique profond. Les défis s'accumulent (sociaux, environnementaux, géoéconomiques,...). Personne ne peut sérieusement penser que tel ou tel peuple pourra trouver seul la sortie d'un tel affrontement ; l'internationalisme est donc plus que jamais à l'ordre du jour. Mais il faut sortir des fausses sécurités consistant à transférer le pouvoir à des instances sans contrôle, de nature quasiment transcendante, qu'il s'agisse de la mondialisation ou de l'Europe qui lui est liée. La reconstruction de la démocratie sur le plan national comme celle des liens internationaux nécessaires demandent le soutien des peuples concernés. Le coup d'État contre le vote des Français le 29 mai 2005 a symbolisé les risques d'affrontement si on ne redresse pas la barre vers les principes qui doivent fonder une véritable démocratie.

Deux voies se présentent à nous. Celle du changement dans la violence et celle d'une évolution pacifique fondée sur la démocratie et la souveraineté des peuples. La Constituante est le symbole de la solution pacifique.